

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/32368]

12 NOVEMBRE 2018. — Arrêté 2018/1322 de la Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

La Membre du Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 24 ;

Vu l'arrêté 2014/152 du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2016 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 2 juillet 2018 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 2 juillet 2018 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné le 2 juillet 2018 ;

Vu la décision du 19 octobre 2018 du Comité ministériel institué par l'article 4 de l'Accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, de ne pas rendre d'avis ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2018 et le 12 novembre 2018;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargée du Budget, donné le 26 juin 2018 ;

Vu l'avis n° 64.278/4 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant, premièrement, que les mesures concernées par le présent arrêté sont justifiées par les motifs d'intérêt général que sont l'inclusion des personnes handicapées, la diversité des aides proposées et une gestion rigoureuse des deniers publics,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées portant application des articles 19,1° et 48 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les modalités et les critères concernant les interventions visées au chapitre III du même arrêté sont fixés dans la liste figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. L'arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2016 fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées est abrogé le 31 décembre 2018.

Art. 4. Les modalités et critères figurant dans l'annexe de l'arrêté du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2016 précité continuent à s'appliquer à toutes les demandes introduites jusqu'au 31 décembre 2018.

Les décisions individuelles notifiées restent valables jusqu'à leur date d'échéance dans les conditions déterminées par la réglementation sur base de laquelle elles ont été prises, à l'exception des décisions visées au point 3 de la présente annexe « Produits absorbants pour incontinence ». Celles-ci seront soumises aux dispositions de l'annexe du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Bruxelles, le 12 novembre 2018.

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

Annexe à l'arrêté 2018/1322 de la Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

1. Dispositions générales

- 1.1. Si la personne a obtenu une intervention auprès d'une autre entité fédérée, elle ne peut pas obtenir une intervention pour couvrir la même dépense auprès du Service PHARE.
- 1.2. La demande d'intervention doit être introduite au moyen du formulaire de demande établi par le Service PHARE ou à tout le moins, d'un document écrit et signé par la personne ou son représentant légal.
- 1.3. Un rapport médical complémentaire peut être demandé par le médecin du Service PHARE si les données médicales à sa disposition ne sont pas suffisantes.
- 1.4. Le Service PHARE se réserve le droit de demander toute information complémentaire utile à l'examen de la demande et notamment des devis supplémentaires si nécessaire.
- 1.5. Les montants maxima ou de référence figurant dans la présente liste sont indiqués hors T.V.A, sauf spécification contraire.
- 1.6. Les frais afférents à la livraison, à l'installation ainsi que la taxe récupel sont intégrés dans les montants maxima de la présente liste.
- 1.7. Une seule intervention pourra être accordée lorsque deux matériels remplissent la même fonction et la même finalité.
- 1.8. Le Service PHARE n'accorde pas d'intervention pour du matériel relatif à la sécurité, sauf s'il est rendu obligatoire par une réglementation régionale ou fédérale.
- 1.9. Compte tenu des obligations imparties aux maisons de repos, aux maisons de repos et de soins, aux centres d'hébergement agréés et aux logements collectifs adaptés, le bénéfice de certaines prestations est exclu pour les personnes résidant dans ce type d'institution. Les services de logements inclusifs ne sont pas concernés par cette exclusion.

Les prestations exclues sont les suivantes :

- l'aménagement immobilier et mobilier tel que prévu au point 6 de la présente liste ;
- l'équipement complémentaire tel que prévu au point 7 de la présente liste ;
- les biens d'équipement tels que prévus au point 8 de la présente liste ;
- l'entretien et les réparations relatifs aux prestations précitées.

Lorsqu'une personne domiciliée dans un logement privé situé en Région bruxelloise réside dans un des lieux d'hébergement visé à l'alinéa 1er, la demande d'intervention liée au domicile doit être accompagnée d'une attestation du lieu d'hébergement mentionnant la fréquence et la durée du retour à domicile.

- 1.10. Un renouvellement du matériel repris dans la présente liste peut être accordé dans l'une des situations suivantes :
 - soit lorsque le matériel visé ne répond plus aux besoins spécifiques de la personne. Dans ce cas, la demande d'intervention doit être accompagnée d'un rapport détaillé justifiant l'évolution ;
 - soit lorsque le matériel n'est pas réparable ou que le coût de la réparation est disproportionné par rapport à celui d'un nouveau matériel équivalent. Cette condition doit être justifiée par une attestation du fournisseur établie préalablement à l'achat du nouveau matériel.

Aucun renouvellement ne peut être accordé dans les situations suivantes :

- au cours de la période couverte par une garantie : deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie ;
- durant le délai minimum mentionné s'il est établi que la cause de l'irréparabilité provient d'une négligence de l'utilisateur.

Le délai de renouvellement est incompressible pour le matériel d'usage courant (GSM, ordinateur, tablette).

Les délais de renouvellement mentionnés pour certaines aides sont déterminés sur base de la date de facturation de la prestation précédente.

- 1.11. Si la prestation doit être remplacée ou réparée suite à un sinistre ou un vol, la nouvelle demande d'intervention doit être accompagnée du procès-verbal de la police. L'intervention portera uniquement sur la part des éventuels frais supplémentaires aux montants couverts par l'assurance. Dès lors, la personne est tenue de prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance et d'en fournir la preuve. A défaut, le Service PHARE n'accordera aucune intervention.

Ce point n'est pas d'application pour le point 4.4 de la liste (adaptation d'une voiture) : si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, aucune intervention ne pourra être accordée.

- 1.12. Certaines conditions d'intervention sont basées sur les codes qualificatifs de la Classification Internationale du Fonctionnement. Celle-ci a été élaborée par l'Organisme Mondial de la Santé afin de classer les limitations fonctionnelles pour réaliser les activités de la vie quotidienne.

Les codes sont les suivants :

0 : Aucune difficulté (peut réaliser l'activité seul).

1 : Difficulté légère (peut réaliser l'activité seul mais avec lenteur et/ou stimulations et/ou surveillance).

2 : Difficulté modérée (peut réaliser l'activité seul avec une autre aide technique que celle sollicitée).

3 : Difficulté grave (ne peut réaliser l'activité sans une aide humaine ou sans l'aide sollicitée).

4 : Difficulté absolue (ne peut réaliser l'activité sans une aide humaine et sans l'aide sollicitée).

8 : Non précisé (l'item n'a pas été évalué).

9 : Sans objet (non applicable).

2. Aides à la communication

2.1. Ordinateurs – Tablettes – Appareils de communication

Les appareils de communication sont des appareils permettant à la personne de communiquer par différents moyens : pictogrammes, symboles, synthèse vocale, etc....

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience fonctionnelle importante au niveau des membres supérieurs (diminution de force, spasticité, troubles de la coordination et/ou de la sensibilité, affection articulaire, déformation morphologique, dyspraxie sévère...) empêchant l'écriture manuelle ;
- soit une dysarthrie sévère, une aphasie ou tout autre trouble des fonctions neurocognitives entraînant une déficience de la parole ne permettant pas une expression orale fonctionnelle qui rend indispensable l'usage d'un ordinateur ou d'un moyen de communication adapté.

Conditions administratives

Le demandeur suit des études reconnues par la Communauté française et doit avoir moins de 25 ans.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- la preuve d'inscription dans un établissement scolaire ;
- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande).

Conditions particulières

Le Service PHARE n'intervient pas pour les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap.

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs), sur base d'un document établi par le directeur de l'école, et précisant les capacités qu'a le demandeur à utiliser le matériel informatique sollicité.

L'intervention n'est pas accordée pour l'achat d'ordinateurs ou de tablettes utilisés:

- dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées ;
- dans le cadre d'activités bénévoles ;
- dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle axée sur l'informatique.

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

Délai de renouvellement : 5 ans

Ce délai est incompressible et sans aucune prise en charge de frais d'entretien ni de réparation.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette	250 euros
Appareil de communication	10.000 euros

2.2. Matériels spécifiques pour personnes aveugles ou malvoyantes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une altération grave de la vue malgré une correction optique au meilleur œil attestée par un ophtalmologue ou par un bilan fonctionnel stipulant que la personne présente une déficience visuelle rendant impossible l'écriture ou la lecture sans l'usage d'une ou plusieurs des prestations reprises ci-dessous.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé (hors transcriptions) ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai établie par un service spécialisé (pour une première demande et hors transcriptions).

Délai de renouvellement :

- 5 ans pour les ordinateurs et tablettes
- 4 ans pour les téléphones avec synthèse vocale.

2.2.1. Ordinateurs - tablettes – téléphones avec synthèse vocale

Conditions particulières

Le Service PHARE n'intervient pas pour les coques de protection, les housses ou sacs de transport, les disques durs externes, les clés USB et autres matériels non spécifiques au handicap.

L'intervention ne couvre en aucun cas le coût du raccordement à un réseau ni le coût d'utilisation (abonnement et/ou prix des communications).

Aucune intervention n'est accordée pour l'achat de matériel informatique utilisé dans l'enseignement spécialisé sauf en cas d'utilisation à domicile (exercices, devoirs), sur base d'un document établi par le directeur de l'école, et précisant les capacités qu'a le demandeur à utiliser le matériel informatique sollicité.

L'intervention n'est pas accordée pour l'achat d'ordinateurs ou de tablettes utilisés :

- dans le cadre d'activités professionnelles rémunérées ;
- dans le cadre d'activités bénévoles ;
- dans le cadre d'une formation scolaire ou professionnelle axée sur l'informatique.

L'intervention pour un ordinateur n'est pas cumulable avec une intervention pour une tablette.

Le **délai de renouvellement est incompressible** pour le matériel de cette rubrique et sans aucune prise en charge de frais d'entretien ni de réparation.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Ordinateur ou tablette	350 euros
Téléphone avec synthèse vocale	350 euros

2.2.2. Vidéo-loupes et loupes

Conditions particulières

- la demande de vidéo-loupe avec fonction double caméra doit être justifiée par une attestation scolaire ou professionnelle ;
- la demande de loupe électronique avec écran doit être justifiée par une attestation liée à un usage professionnel.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Vidéo-loupe classique	4.300 euros
Vidéo-loupe avec fonction double caméra	6.450 euros
Vidéo-loupe parlante	4.500 euros
Loupe électronique avec écran	1.200 euros
Loupe électronique de poche	650 euros

2.2.3. Machine à écrire le braille**Conditions particulières**

Le justificatif doit mentionner si le demandeur est brailleux ou en cours d'apprentissage de l'écriture braille.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Machine mécanique (coffre compris)	900 euros
Machine électrique (coffre compris)	1.200 euros

2.2.4. Transcription de cours**Conditions particulières**

- la demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription scolaire ;
- la traduction de cours en braille, en grands caractères ou sur disquette, doit être réalisée par l'intermédiaire d'un organisme reconnu par les pouvoirs publics ;
- le Service PHARE doit pouvoir obtenir une copie des documents qu'elle aura subventionnés.

Modalités

L'intervention globale ne peut dépasser le montant maximum de 4.000 euros par année académique.

Photocopies agrandies, par feuille	0,20 euros
Transcription de cours (y compris scannage ou encodage), en grands caractères ou sur CD-Rom, par page	1,60 euros
Traduction de cours en Braille	1,60 euros
Enregistrement sur CD	30 euros par heure d'enregistrement

2.2.5. Autres matériels spécifiques**Conditions particulières**

Les demandes de barrette Braille version 80 cellules, de logiciel de lecture d'écran version pro et de bloc-notes électronique avec logiciel de lecture d'écran doivent être justifiées par une attestation liée à un usage professionnel ou dans le cadre d'études supérieures.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Barrette Braille version 40 ou 44 cellules	5.900 euros
Barrette Braille version 80 cellules	12.100 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale	8.000 euros
Bloc-notes électronique avec synthèse vocale et logiciel de lecture d'écran	11.000 euros
Dictaphone	350 euros
Imprimante Braille	3.750 euros
Logiciel de lecture d'écran	
- avec sortie vocale, braille et logiciel d'agrandissement	2.000 euros
- version professionnelle	2.800 euros
Synthèse vocale	500 euros

Logiciel d'agrandissement	660 euros
Logiciel de reconnaissance des caractères	170 euros
Logiciel de reconnaissance vocale	150 euros
Lecteur de livres	300 euros
Machine à lire (non cumulable avec un logiciel de reconnaissance de caractères)	2.500 euros

2.3. Matériels spécifiques pour personnes sourdes ou malentendantes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves pour écouter (d115) qui justifient l'utilisation du matériel, attestées par un rapport d'un service d'audiophonologie.

Pour les systèmes d'amplification de son, la personne doit présenter une diminution auditive moyenne de 60db au moins à la meilleure oreille, sans appareillage.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai (sauf en cas d'impossibilité).

Délai de renouvellement : 5 ans

2.3.1. Systèmes de communication

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Système FM	2.300 euros
Aide à l'écoute avec ou sans interface	500 euros
Système d'amplification de son	260 euros
Système de visiophonie	150 euros

2.3.2. Réveils et systèmes d'avertissement

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Réveil vibrant, lumineux et/ou digital	220 euros
Emetteur / récepteur avec signaux visuels et / ou vibrants	220 euros
Flash (avec ou sans prise) – par unité	140 euros
Emetteur sonnette de porte	90 euros
Bouton émetteur sonnette de porte	110 euros
Emetteur incendie	140 euros
Emetteur cri bébé	130 euros
Vibrateur de poche	180 euros

3. Produits absorbants pour incontinence

Conditions médicales et administratives

La personne doit être âgée de 4 ans minimum.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une prescription établissant qu'il souffre d'une incontinence diurne et/ou nocturne, urinaire et/ou fécale suite à des lésions neurologiques médullaires ou des lésions congénitales ou acquises de l'appareil urinaire ou de l'appareil intestinal ou suite à un trouble de développement psychomoteur, mental ou psychologique ;
- pour une première demande, le rapport médical doit préciser si la pathologie est réversible ou acquise à vie.

Condition particulière

L'intervention ne couvre en aucun cas les onguents, les poudres, les lingettes, et les alèses.

Durée de validité

La durée de la validité de la décision relative aux produits absorbants pour incontinence est fixée par le Service PHARE. **Pour solliciter une prolongation d'intervention, la personne doit introduire une nouvelle demande.**

Modalités

- **Incontinence nocturne** : le montant de l'intervention repris dans la décision est octroyé en une fois sans justificatif des dépenses (montant forfaitaire).
Pour obtenir cette intervention, la personne doit uniquement introduire le formulaire établi par le Service PHARE, dûment signé.
- **Incontinence nocturne et diurne** : le montant de l'intervention repris dans la décision est octroyé en 3 tranches :
 - la première tranche de 100 € (enfant de 4 à 8 ans) ou de 200 € (à partir de la 9^{ème} année) est octroyée sans justificatif des dépenses (montant forfaitaire).
Pour obtenir cette intervention, la personne doit uniquement introduire le formulaire établi par le Service PHARE, dûment signé ;
 - pour activer la **deuxième tranche** de 200 € (enfant de 4 à 8 ans) ou 300 € (à partir de la 9^{ème} année), la personne doit transmettre au Service PHARE les justificatifs des dépenses relatives à l'épuisement de la première tranche ;
 - de même, pour activer la **troisième et dernière tranche** de 300 € (enfant de 4 à 8 ans) ou 400 € (à partir de la 9^{ème} année) – qui est le solde du montant global annuel octroyé, la personne doit transmettre au Service PHARE les justificatifs des dépenses relatives à l'épuisement de la seconde tranche.

Chacune de ces trois tranches doit être demandée au cours de l'exercice concerné et au plus tard avant le 31 janvier de l'année suivante.

Intervention dans le coût limitée à

Par année civile	Nuit et jour	Nuit
Enfant à partir de 4 ans jusqu'à 8 ans accomplis dans l'année civile	600 euros	100 euros
Adulte et enfant à partir de la 9 ^{ème} année civile	900 euros	200 euros

Les montants spécifiés ci-dessus sont des montants T.V.A. comprise.

4. Aides à la mobilité

4.1. Voiturette, adaptations et coussins anti-escarres

La voiturette (y compris ses adaptations et le coussin anti-escarres) est une prestation prévue dans la nomenclature de l'INAMI. Son remboursement par l'assurance obligatoire soins de santé peut être intégral ou donner lieu à des frais supplémentaires.

Etant donné le rôle résiduaire du Service PHARE, une intervention pourra être accordée uniquement dans les cas suivants :

- soit dans un cas de cumul ou de renouvellement anticipé ;
- soit exclusivement pour les adaptations non nomenclaturées qui revêtent un caractère indispensable.

Conditions médicales et administratives

La demande doit être accompagnée d'une copie du dossier guichet unique comportant les éléments suivants :

- la preuve du refus de l'assurance obligatoire soins de santé ;
- un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage continu ;
- un devis détaillé ;
- un justificatif concernant l'usage d'une seconde voiturette en cas de cumul.

Conditions particulières

Possibilité de cumul : le Service PHARE intervient dans le coût d'une voiturette et d'un coussin anti-escarres supplémentaire à celle dont dispose déjà la personne lorsque, pendant le délai de renouvellement de la prestation accordée par l'assurance obligatoire soins de santé, une 2^{ème} voiturette est prescrite et justifiée en raison d'une utilisation bien définie.

Les adaptations voiturettes qui peuvent être accordées sont celles qui ne sont pas codifiées dans la nomenclature INAMI.

Délai de renouvellement

Les délais de renouvellement du Service PHARE sont identiques à ceux appliqués par l'assurance obligatoire soins de santé.

Renouvellement

Les conditions de remplacement de la voiturette et du coussin anti-escarres avant la fin du délai de renouvellement sont identiques à celles appliquées par l'assurance obligatoire soins de santé à savoir que le demandeur doit fournir :

- soit une prescription motivée d'un médecin spécialiste attestant que l'évolution de la déficience est à l'origine de la demande ;
- soit une attestation d'un prestataire agréé par l'INAMI déclarant que la voiturette ou le coussin anti-escarres est irréparable et que l'usure ne peut être imputable à un usage impropre ou brutal.

La voiturette ou le coussin anti-escarres doit figurer sur la liste des matériels susceptibles d'être remboursés par l'assurance obligatoire soins de santé.

De plus, le refus d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé ne peut être imputé au demandeur.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

La valeur de la voiturette ou du coussin anti-escarres fixée par la nomenclature de l'assurance obligatoire soins de santé et selon les montants de remboursement y afférant.

4.2. Motorisation d'une voiturette

Conditions médicales et administratives

La personne doit présenter des limitations au niveau de la fonction des membres supérieurs.

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- une copie de l'annexe 13 bis « attestation de délivrance de la voiturette » fournie par la mutuelle ou le bandagiste ;
- deux devis comparatifs ;
- un rapport médical fonctionnel motivant la prestation et son usage ;
- un rapport motivé établi par un(e) ergothérapeute justifiant l'utilité du matériel demandé en fonction du handicap ;
- un rapport suivant le formulaire établi par le Service PHARE démontrant l'adéquation du matériel sur base d'un test personnalisé réalisé à l'extérieur.

Délai et conditions de renouvellement

Etant donné que la personne fait le choix d'un tel système en lieu et place d'une autre aide à la mobilité électrique, le Service PHARE n'est susceptible d'accorder une nouvelle aide à la mobilité qu'après un délai de 5 ans, déterminé sur base de la date de facturation du système de motorisation.

Lors de l'achat d'une nouvelle voiturette manuelle, la personne devra veiller à ce que le système de motorisation précédemment remboursé soit compatible avec celle-ci. La non-compatibilité du système avec la nouvelle voiturette ne constituera en aucun cas un motif de demande de renouvellement.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Motorisation d'une voiturette	3.000 euros
-------------------------------	-------------

4.3. Poussette adaptée

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves ou absolues à marcher (d450 : avancer à pied) et être âgé d'au moins 4 ans.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Poussette	360 euros
-----------	-----------

4.4. Adaptation d'une voiture

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience justifiant l'adaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.), sauf pour les adaptations permettant l'accès au véhicule visées au point 4.4.3. ;
- si le demandeur conduit le véhicule, une copie de son permis de conduire adapté qui reprend les conditions et/ou restrictions ainsi que les adaptations. Le candidat au permis de conduire doit fournir une attestation d'aptitude à la conduite.

Conditions particulières

Aucune intervention n'est accordée pour une adaptation existante sur un véhicule acheté d'occasion.

Aucune intervention n'est octroyée pour la boîte semi-automatique, les commandes à distance standard, le verrouillage central des portes, les vitres électriques, les rétroviseurs électriques et la climatisation du véhicule. Si le demandeur est passager, la demande ne peut porter que sur les aménagements de l'accès au véhicule.

Délai de renouvellement :

- 7 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule âgé de moins de 6 ans ;
- 3 ans pour les adaptations effectuées sur un véhicule comptant 6 ans et plus.

En cas de changement de véhicule avant le délai indiqué, une intervention pour le renouvellement de l'adaptation est susceptible d'être accordée à condition que :

- le Service PHARE ait marqué son accord **préalablement** au changement de véhicule ;
- et que ce changement soit justifié par un usage professionnel intensif (en aucun cas, l'intervention ne sera accordée si la voiture n'a pas atteint au moins 200.000 km) ou par une aggravation du handicap attestée par un rapport médical.

Si le véhicule doit être réparé ou remplacé à la suite d'un sinistre ou d'un vol, l'adaptation ne sera pas prise en charge une deuxième fois. La personne doit donc prendre les dispositions nécessaires en matière d'assurance.

Entretien et réparation

- aucune intervention n'est octroyée pour l'entretien des adaptations voitures mentionnées aux points 4.4.1, 4.4.2 et 4.4.3 ;
- seul le coût des réparations ponctuelles (hormis la transmission automatique) est envisageable dans les conditions prévues au point 10 de la présente annexe.

Modalités

A partir de 4 ans d'âge du véhicule, le montant de l'intervention est diminué de 20 % par année.

La diminution maximale d'intervention est de 60 %.

Cette diminution n'est pas appliquée aux adaptations réalisées avec du matériel amovible et récupérable sur un autre véhicule.

Pour déterminer l'âge du véhicule, il est tenu compte de la date de sa 1^{ère} mise en circulation.

Le Service PHARE peut refuser une adaptation qui n'apparaît pas suffisamment fonctionnelle au quotidien sur base de :

- certaines caractéristiques techniques du véhicule, comme les voitures à moteur central ;
- l'âge et/ou le degré d'usure du véhicule, comme les ancêtres ;
- nouvelles normes de circulation. Pas d'adaptation pour un véhicule ne respectant pas les normes LEZ.

Pour obtenir l'intervention, la personne doit produire une copie de l'attestation d'homologation du véhicule transformé établie conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière.

Intervention dans le coût limitée à

Pour les adaptations de la voiture, le montant total d'intervention ne peut dépasser 30.000 euros (en ce compris le montant maximal d'intervention déterminé au point 4.4.3 « Adaptations permettant à la personne d'accéder au véhicule »).

4.4.1. Adaptation de la conduite

Accélérateur et freins sous le volant (système mécanique)	1.250 euros
Accélérateur et freins sous le volant (système pneumatique)	2.150 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système mécanique)	1.800 euros
Commandes d'accélérateur et de freins sur le volant (système électronique)	2.700 euros
Transmission automatique	900 euros
Déplacement de la pédale d'accélérateur	280 euros
Pédale d'accélérateur et/ou de freins rabattables/démontables	260 euros
Déplacement des commandes électriques	1.850 euros
Boule vissée au volant	50 euros
Cache-pédale	200 euros

4.4.2. Adaptations pour fonctions secondaires

Réglage électrique du siège conducteur	800 euros
Siège ergonomique pour conducteur	1.500 euros
Ceinture de type harnais	230 euros

4.4.3. Différentes adaptations permettant à la personne d'accéder au véhicule

Le montant total d'intervention pour les différentes adaptations permettant à la personne d'avoir accès au véhicule ne peut dépasser 9.000 euros.

Accès au véhicule

Siège pivotant	1.000 euros
Siège pivotant sortant	1.250 euros
Siège enfant adapté (y compris plot d'abduction, appuie-tête, ceinture,...)	1.600 euros
Lève-personne pour voiture (non prévu pour le fauteuil roulant)	2.900 euros

Accès au véhicule avec le fauteuil roulant

Plateau élévateur en porte arrière ou latérale	5.800 euros
Rampes d'accès coulissantes ou non, fixées au véhicule	770 euros
Rails et kit de fixation	970 euros

Adaptation de la structure du véhicule pour augmenter son accessibilité

Abaissement du plancher arrière	7.450 euros
Rehaussement du toit	700 euros
Aplanissement du plancher	700 euros

Aides pour le chargement d'un fauteuil roulant à l'intérieur de la voiture

Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant manuel pliant	1.850 euros
Chargement dans le coffre par bras manipulateur pour fauteuil roulant électrique	3.000 euros
Chargement dans l'habitacle par bras manipulateur + modification portière	5.600 euros

4.5. Cours spécifiques pour l'apprentissage ou l'évaluation de l'aptitude à la conduite automobile

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience justifiant la nécessité de cours supplémentaires de conduite d'un véhicule automobile ;
- soit une déficience justifiant l'adaptation du véhicule entraînant la nécessité de cours supplémentaires pour la conduite de ce véhicule.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- une attestation motivée établie par un médecin spécialiste ;
- un rapport du Centre belge d'Adaptation à la Route pour Automobilistes handicapés (C.A.R.A.) ;
- une attestation émanant d'une auto-école agréée précisant le nombre d'heures de cours nécessaires.

Condition particulière

Les cours doivent être destinés :

- soit à déterminer l'aptitude à la conduite ;
- soit à un apprentissage spécifique de la conduite d'un véhicule automobile adapté (supplémentaire à celui d'une personne valide).

Modalités

Le nombre maximum d'heures est fixé à :

- 15 heures pour la détermination de l'aptitude à la conduite ;
- 15 heures pour l'apprentissage spécifique de la conduite d'un véhicule automobile.

La demande ne peut être renouvelée.

Intervention dans le coût limitée à

Intervention par heure	40 euros
------------------------	----------

4.6. Chien-guide

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter, après correction optique à chaque œil, soit une acuité visuelle égale ou inférieure à 1/10, soit un champ visuel inférieur à 20°.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un rapport établi par un organisme ayant pour mission l'intégration des personnes aveugles et reconnu par les pouvoirs publics garantissant le bon dressage du chien et les aptitudes du bénéficiaire.

Modalités

L'intervention forfaitaire couvre l'achat et le dressage du chien ainsi que la formation du bénéficiaire.

Intervention dans le coût limitée à

Chien-guide	7.000 euros
-------------	-------------

4.7. Apprentissage des techniques d'orientation et de mobilité

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience visuelle attestée de 60 % au moins ;
- soit une prescription médicale établie par un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation prouvant que la formation est donnée par un organisme agréé dans le cadre d'une législation relative à l'intégration des personnes handicapées s'adressant aux personnes atteintes d'une déficience visuelle.

Conditions particulières

Le programme d'apprentissage ne peut pas comprendre plus de 100 heures de cours pour les adultes et plus de 200 heures pour les mineurs.

Au terme du programme, l'organisme doit transmettre un rapport d'évaluation de la formation au Service PHARE.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Par heure de formation	32 euros
------------------------	----------

5. Accompagnement pédagogique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience visuelle ;
- soit une déficience auditive ;
- soit une lésion neurologique centrale ;
- soit de l'autisme ;
- soit une déficience intellectuelle légère ;
- soit une autre déficience de faible prévalence pour laquelle il est établi, sur base d'un rapport pluridisciplinaire circonstancié, qu'un accompagnement pédagogique est indispensable.

Le Service PHARE peut demander un examen psycho-pédagogique justifiant la nécessité d'un accompagnement.

Conditions générales

Le demandeur suit :

- soit des études supérieures universitaires ou non, reconnues par la Communauté française. Il peut aussi suivre une année préparatoire à l'enseignement supérieur, organisée par un établissement reconnu par la Communauté française ;
- soit une formation professionnelle organisée, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, la Région wallonne ou la Région bruxelloise.

L'accompagnement pédagogique est assuré par l'un des services suivants :

- un Service d'Accueil et d'Accompagnement institué au sein de l'établissement scolaire ou partagé entre plusieurs établissements ;
- un Service d'Accompagnement agréé par la Commission communautaire française pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;
- un Centre de Réadaptation Ambulatoire agréé et subventionné par la Commission communautaire commune pouvant intervenir dans un plan d'accompagnement individualisé ;

- un Service d'Appui à la Formation Professionnelle agréé par la Commission communautaire française.

Les missions et le public cible du Service ou du Centre doivent être en adéquation avec les demandes individuelles d'accompagnement.

Demande

La demande doit être accompagnée des éléments suivants :

- un rapport pluridisciplinaire circonstancié du service qui assure l'accompagnement pédagogique pour le demandeur. Ce rapport justifie la nécessité de l'accompagnement pédagogique, explique le parcours et le projet du demandeur, démontre que le projet est réaliste, cohérent et compatible avec les capacités du demandeur ;
- la convention d'accompagnement pédagogique annuelle entre le service et le demandeur signée par les deux parties. Elle précise la nature des interventions pressenties ;
- la preuve d'inscription dans l'année de cours concernée ;
- le programme complet des cours de l'année concernée.

Une demande est introduite pour chaque année de cours ou de formation.

Dans le cas d'une demande de prolongation d'intervention, le rapport pluridisciplinaire ci-dessus se fonde sur l'évaluation de l'accompagnement pédagogique organisé à la fin de l'année d'études ou du cycle de formation précédent.

Contenu de l'intervention

L'intervention porte sur :

- l'aide pédagogique spécifique à l'étudiant ou au stagiaire en dehors des cours, sauf dans des circonstances pédagogiques particulières moyennant l'accord préalable du Service PHARE. Il s'agit d'explications orales, de répétition de l'information et de tutelle pédagogique effectuée par des accompagnateurs (étudiants, volontaires,...) sélectionnés en fonction de leurs compétences ;
- les prestations - y compris pendant les cours - d'interprétariat en langue des signes belge francophone ou des différentes formes de translittération réalisées par des prestataires reconnus par un Service d'Appui à la Communication et à l'Interprétation pour les Personnes Sourdes, agréé par la Commission communautaire française ;
- la coordination entre les différents accompagnateurs et prestataires intervenants, leur sélection et leur encadrement (pour autant que ces missions ne soient pas clairement prévues dans les missions générales du service effectuant l'accompagnement) à concurrence de maximum 10 % du nombre d'heures d'accompagnement octroyées.

Par année académique ou de formation, l'intervention est de :

- 400 heures maximum ;
- pour les personnes présentant une déficience auditive, une intervention complémentaire de maximum 400 heures peut être accordée pour des prestations d'interprétation ou de translittération.

En cas d'arrêt ou d'interruption des études ou de la formation, le demandeur est tenu d'en informer le Service PHARE.

Quand la durée des cours ou de la formation ne couvre pas une année complète ou un horaire complet de plein exercice, le nombre maximum d'heures d'accompagnement pédagogique pris en considération est réduit proportionnellement.

Le nombre d'heures d'interprétariat ou de translittération ne subit pas cette réduction. Néanmoins le nombre d'heures d'interprétariat ou de translittération ne peut pas dépasser le nombre d'heures de cours suivies.

Modalités d'intervention

Le service qui assure l'accompagnement pédagogique fournit au Service PHARE les documents suivants :

- la preuve de la maîtrise des connaissances de l'accompagnateur dans les matières concernées ;
- les états mensuels ou trimestriels des prestations sur le modèle établi par le Service PHARE signés par le demandeur, l'accompagnateur ou le prestataire et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique ;
- une attestation sur l'honneur de la part de l'accompagnateur précisant qu'il n'est pas rémunéré par ailleurs pour les heures d'accompagnement prestées ;
- une attestation de la direction du service précisant que les prestations d'accompagnement ne sont pas prises en charge par un autre pouvoir public ;
- un rapport d'évaluation établi et signé par le demandeur et la direction du service qui assure l'accompagnement pédagogique, à la fin de chaque année d'études ou de cycle de formation.

Le Service PHARE peut demander au service, au demandeur et aux accompagnateurs et prestataires concernés tout document ou justificatif supplémentaire en lien avec les prestations déclarées.

Intervention dans le coût limitée à

Par heure d'aide pédagogique spécifique	32 euros
Par heure d'interprétation en langue des signes belge francophone ou de translittération :	
- les 400 premières heures	40 euros
- les heures suivantes	32 euros

6. Aménagement immobilier et mobilier

6.1. Construction ou transformation du logement

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice dont l'importance justifie la demande ;
- soit une déficience neurologique dont l'importance justifie l'aménagement demandé ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire dont l'importance justifie la demande.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis détaillé minimum ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- si la personne ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - l'acte de bail enregistré ;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant ;
- en outre, le propriétaire doit marquer, par écrit, son accord sur les adaptations à effectuer.

Conditions particulières

Les travaux ne peuvent pas débuter avant l'accord du Service PHARE.

Aucune facture sans décision préalable ne sera prise en compte.

Les travaux doivent être réalisés au domicile du demandeur.

Les prescriptions en matière d'urbanisme ainsi que les normes techniques en matière d'accessibilité des logements aux personnes handicapées édictées par la Région bruxelloise doivent être respectées.

Le Service PHARE peut demander une preuve.

Aucune intervention n'est accordée :

- pour la construction d'une terrasse ;
- si les travaux visent un logement collectif.

En cas d'adaptation d'un logement neuf, le Service PHARE interviendra uniquement pour la différence entre le matériel de base tel que mentionné dans le catalogue de l'entrepreneur et le coût de l'installation adaptée.

Renouvellement

L'intervention maximale n'est accordée qu'une seule fois.

Cependant, dans le cas où le demandeur quitte le domicile parental où des aménagements ont déjà fait l'objet d'une intervention du Service PHARE et ce, pour vivre de façon autonome, une nouvelle intervention peut être demandée.

Entretien et réparation

Aucune intervention n'est accordée pour l'entretien et la réparation de construction ou transformation du logement.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum de 12.000 euros.

Intervention dans le coût limitée à

Construction ou transformation	12.000 euros
Travaux liés au remplacement d'une baignoire par une douche de plain-pied	4.000 euros
Travaux liés au remplacement d'une douche surélevée par une douche de plain-pied	3.000 euros
Adaptation ou création d'un WC	2.000 euros
Adaptation ou création d'un lavabo	2.000 euros
Création, adaptation ou réagencement de pièces	4.000 euros
Élargissement d'une baie de porte avec placement de porte coulissante	1.300 euros par porte

6.2. Dispositif de changement de niveau

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis détaillés minimum ;
- un rapport justifiant le choix et le placement de l'appareil au vu de la configuration du logement du demandeur ;
- si la personne ou son représentant légal est propriétaire du logement, fournir une preuve de propriété ;
- si la personne est locataire, obtenir du propriétaire certaines garanties de durabilité de la location :
 - l'acte de bail enregistré ;
 - si le propriétaire est parent ou allié au premier ou au second degré, un engagement écrit est suffisant ;
- un accord écrit du propriétaire sur les adaptations à effectuer ;
- une attestation établie par un organisme de contrôle agréé spécifiant le respect des normes de sécurité et de conformité en vigueur. A cet égard, l'appareil doit :
 - être pourvu de la certification « CE » ;
 - être accompagné de la déclaration CE de conformité établie par le fabricant.

6.2.1. Ascenseur ou plates-formes élévatrices

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Systèmes en X pour petites élévations	3.600 euros
Systèmes pour élévations jusqu'à 3 m	12.350 euros
Systèmes pour élévations supérieures à 3 m ou ascenseur	17.800 euros
Travaux d'aménagement liés au placement de la plate-forme ou de l'ascenseur	1.750 euros

6.2.2. Monte-escaliers

Le Service PHARE se réserve le droit de demander une attestation d'essai.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers avec siège desservant un étage (droit ou avec une ou deux courbes)	7.650 euros
Monte-escaliers avec siège desservant plus d'un étage	11.200 euros
Monte-escaliers avec plate-forme pour fauteuil roulant	13.650 euros

6.2.3. Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant

L'appareil doit servir essentiellement au domicile du demandeur.

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Monte-escaliers transportable pour fauteuil roulant	5.250 euros
---	-------------

6.2.4. Rampes d'accès amovibles

Une attestation d'essai doit être fournie.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Rampes d'accès amovibles	880 euros
--------------------------	-----------

6.3. Dispositifs d'ouverture et de fermeture de portes

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience locomotrice importante ;
- soit une déficience neurologique importante ;
- soit une déficience cardio-pulmonaire importante.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- deux devis détaillés minimum ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

6.3.1. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage**Conditions générales**

La personne doit être conductrice d'un véhicule.

Si elle ne l'est pas, le garage doit constituer pour elle le seul accès possible à l'habitation.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte de garage	710 euros
---	-----------

6.3.2. Commande d'ouverture et de fermeture à distance de la porte d'entrée**Modalités : intervention dans le coût limitée à**

Ouverture avec parlophone	710 euros
Motorisation avec commande électronique et verrouillage	2.050 euros

7. Equipement complémentaire**Conditions générales**

Il doit s'agir de matériels, d'appareils ou d'adaptations de meubles, à l'exception des travaux aux biens immobiliers.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter un handicap dont la nature et la gravité justifient l'équipement.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Modalités

L'intervention peut être fractionnée mais, prise globalement, elle ne peut dépasser le montant maximum prévu par demandeur.

Intervention dans le coût limitée à

Montant total des interventions pour les différents équipements	2.000 euros
---	-------------

8. Biens d'équipement

8.1. Lit et sommier réglable électriquement en hauteur - Parc-box

L'intervention pour le Parc-box est non cumulable avec un lit réglable électriquement en hauteur.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des difficultés graves ou absolues à se coucher (d4100 : passer de n'importe quelle position à la position allongée et inversement). Ses difficultés découlent soit d'une déficience neurologique soit de l'usage d'un fauteuil roulant.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Lit réglable électriquement (y compris barrières et perroquet)	900 euros
Parc-Box	2.600 euros

8.2. Matelas anti-escarres

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Délai de renouvellement : 5 ans

8.2.1. Matelas (prévention d'escarres)

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter un risque d'escarres.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Matelas type 1 (prévention d'escarres)	320 euros
--	-----------

8.2.2. Matelas (Risque élevé d'escarres et ou antécédent d'escarres)

Conditions médicales

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter un risque élevé d'escarres.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Matelas type 2 (un risque élevé d'escarres)	1.300 euros
---	-------------

8.3. Lève-personne

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ;
- soit être usager de voiturette.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

8.3.1. Lève-personne statique (de type perroquet)

Lève-personne sur pied	200 euros
------------------------	-----------

8.3.2. Lève-personne électrique

Matériel sur roulettes	2.800 euros
Matériel suspendu par rail dans une pièce	4.800 euros
Matériel suspendu par rail dans plusieurs pièces	6.350 euros

8.3.3. Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie

Lift de bain actionné par la pression de l'eau ou de l'air ou fonctionnant sur batterie (disque de transfert compris)	1.050 euros
Lifter de bain de type « hamac » avec appui-tête et sangles	1.450 euros

8.4. Siège

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- une attestation d'essai (pour une première demande)

8.4.1. Siège percé

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ;
- soit être usager de voiturette.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège percé sans roulette	150 euros
Siège percé avec roulettes	250 euros

8.4.2. Siège de douche

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience motrice grave rendant difficile, voire impossible, le maintien en station debout sans appui.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège de douche mural	280 euros
Siège de douche muni de 4 petites roues, d'accoudoirs amovibles, percé ou non	440 euros
Siège de douche avec assise spéciale (sangles et cale-tête compris)	750 euros
Siège orthopédique polyvalent de toilette	1.450 euros

8.4.3. Siège de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter d'importantes difficultés au maintien dans la position assise.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Siège de bain	200 euros
Siège de bain avec assise type relax de bain, sangles et appui-tête	1.250 euros

8.4.4. Brancard de douche ou de bain

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter une déficience importante rendant l'utilisation de la douche ou de la baignoire difficile, voire impossible, sans l'aide sollicitée.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Brancard sans réglage en hauteur	1.400 euros
Brancard avec réglage en hauteur	2.400 euros

8.4.5. Siège de travail ergonomique

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ;
- soit être usager de voiturette.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Modèle avec vérin à gaz	1.050 euros
Modèle électrique et modulable	2.200 euros

8.4.6. Motorisation d'un fauteuil relax

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience neurologique grave qui l'empêche de se redresser ou de se lever seul ;
- soit être usager de voiturette.

Modalités : intervention dans le coût limitée à

Motorisation d'un fauteuil relax	maximum 50 % de la valeur du fauteuil avec un maximum de 400 euros
----------------------------------	--

9. Petit équipement

Conditions particulières

L'intervention du Service PHARE porte sur du petit matériel adapté au handicap et indispensable pour procurer une autonomie accrue dans la vie quotidienne de la personne.

Le Service PHARE n'intervient pas pour du matériel d'usage courant ni pour du matériel adapté qui ne présente aucun surcoût par rapport au même matériel non adapté.

Conditions médicales

Sur base des éléments du dossier médical, la personne doit présenter des limitations fonctionnelles importantes découlant de sa déficience et une incapacité à effectuer certaines activités sans l'aide technique sollicitée.

Conditions médicales spécifiques à une demande de canne blanche :

Sur base d'éléments du dossier médical, la personne doit présenter :

- soit une déficience visuelle attestée de 60 % au moins ;
- soit une prescription médicale établie par un ophtalmologue agréé en réadaptation.

Conditions administratives

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée.

Conditions administratives spécifiques à une demande de canne blanche :

La demande doit être accompagnée des documents suivants :

- un devis détaillé ;
- un justificatif précisant l'utilisation de la prestation demandée ;
- un justificatif stipulant que le demandeur maîtrise les techniques de déplacement ou s'engage à suivre des cours dans ce but.

Modalités

Intervention dans le coût unitaire ou dans le supplément de coût par rapport au produit de base d'un équipement utilisable par une personne valide.

Intervention dans le coût limitée à

coût unitaire ou le supplément de coût par rapport au produit de base ne peut être supérieur à	150 euros
par demandeur, le montant total des interventions pour le petit équipement ne peut dépasser par période de 5 ans minimum à compter de la date de la première facture liquidée	1.000 euros

10. Entretien et réparations de certaines aides

Conditions générales

Une intervention pour l'entretien ou la réparation peut être accordée pour une prestation qui a fait l'objet d'une prise en charge par le Service PHARE ou qui aurait pu l'être.

Aucune intervention ne peut être accordée pour les éléments suivants :

- téléphones, ordinateurs ou tablettes ;
- transmission automatique dans la voiture ;
- construction ou transformation du logement.

Modalités

Pour obtenir l'intervention, la personne doit fournir un document daté et signé par l'agent de la firme attestant qu'il a effectivement réalisé les entretiens et les réparations et contresigné par le demandeur ou son représentant légal.

10.1. Entretien

Conditions particulières

L'entretien concerne exclusivement :

- les ascenseurs et les plates-formes élévatrices ;
- les monte-escaliers ;
- les lève-personne sur rail ;
- les voiturettes.

En ce qui concerne les voiturettes, le Service PHARE n'intervient que pour une seule voiturette à la fois, sauf en cas de cumul reconnu par le Service PHARE.

Intervention annuelle dans le coût de l'entretien limitée à

Entretien	10 % de la valeur d'intervention dans l'achat
-----------	---

10.2. Réparation

Condition particulière

Le Service PHARE n'intervient pas pour une réparation de matériel au cours de la période couverte par une garantie : deux ans à partir de la date d'achat ou plus en cas d'extension de garantie.

Modalités : intervention dans le coût de la réparation limitée à

Réparation	40 % de la valeur d'intervention dans l'achat, calculés sur la durée totale d'utilisation de l'aide
------------	---

Vu pour être annexé à l'arrêté 2018/1322 de la Membre du Collège de la Commission communautaire française fixant la liste des modalités et des critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées au chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées.

Pour le Collège :

La Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
C. FREMAULT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/32368]

12 NOVEMBER 2018. — Besluit 2018/1322 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen

Het Collegelid,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, artikel 24;

Gelet op besluit 2014/152 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en de hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19,1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 met betrekking tot de insluiting van de gehandicapte persoon, artikel 3, § 1, 1e lid;

Gelet op het besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2016 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 2 juli 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 2 juli 2018;

Gelet op het advies van de afdeling "Gehandicapte personen" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 2 juli 2018;

Gelet op de beslissing van 19 oktober 2018 van het overlegorgaan ingesteld door artikel 4 van het kader-samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franstalige overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen die op dit gebied van toepassing zijn, dat geen advies zal gegeven worden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2018 en op 12 november 2018;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 26 juni 2018;

Gelet op advies nr. 64 278/4 van de Raad van State, gegeven op woensdag 10 oktober 2018 in toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende, in de eerste plaats, dat de maatregelen waarop dit besluit betrekking heeft, verantwoord zijn op grond van het algemeen belang, namelijk de insluiting van personen met een handicap, de verscheidenheid van de geboden hulpmiddelen en een strikt beheer van de openbare middelen,

Besluit :

Artikel 1. Onderhavig besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 3, § 1, 1ste lid van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen houdende toepassing van de artikelen 19,1° en 48 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte personen, worden de modaliteiten en criteria betreffende de tegemoetkomingen bedoeld in hoofdstuk III van hetzelfde besluit in de lijst in bijlage van dit besluit vastgelegd.

Art. 3. Het besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2016 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen is op 31 december 2018 opgeheven.

Art. 4. De modaliteiten en criteria die in de bijlage van het voormelde besluit van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 2016 vermeld worden, zijn verder op alle tot 31 december 2018 ingediende aanvragen van toepassing.

De individuele beslissingen waarvan kennis is gegeven, blijven geldig tot de datum waarop zij verstrijken onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de regelgeving op grond waarvan zij zijn genomen, met uitzondering van de in punt 3 van deze bijlage "Absorberende producten voor incontinenten personen" bedoelde beslissingen. Deze zullen aan de bepalingen van de bijlage van onderhavig besluit onderworpen worden.

Art. 5. Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Brussel, 12 november 2018.

Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,

C. FREMAULT

Bijlage bij het besluit 2018/1322 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

1. Algemene bepalingen

- 1.1. Indien de persoon een tegemoetkoming van een andere gefedereerde entiteit heeft verkregen, kan hij geen interventie krijgen van de Service PHARE om dezelfde kosten te dekken.
- 1.2. Het verzoek om tegemoetkoming moet worden ingediend met behulp van het door de Service PHARE opgestelde aanvraagformulier of, op zijn minst, een door de betrokkene of zijn wettelijke vertegenwoordiger ondertekend schriftelijk document.
- 1.3. Een aanvullend medisch rapport kan door de arts van de Service PHARE gevraagd worden indien de medische gegevens waarover hij beschikt niet toereikend zijn.
- 1.4. De Service PHARE behoudt zich het recht voor om aanvullende informatie op te vragen die nuttig kan zijn bij het onderzoek van de aanvraag, met inbegrip van aanvullende prijsopgaven, indien nodig.
- 1.5. De maximum- of referentiebedragen in deze lijst zijn exclusief BTW, tenzij anders vermeld.
- 1.6. De leverings- en installatiekosten en de Recupeltaks zijn in de maximumbedragen van deze lijst opgenomen.
- 1.7. Er kan slechts één tegemoetkoming worden toegestaan wanneer twee materialen dezelfde functie en hetzelfde doel hebben.
- 1.8. De Service PHARE verleent geen tegemoetkoming voor veiligheidsmateriaal, tenzij de gewestelijke of federale regelgeving die verplicht gemaakt heeft.
- 1.9. Gelet op de verplichtingen die worden opgelegd aan rust-, rust- en verzorgingstehuizen, erkende opvangcentra en aangepaste collectieve woningen, is het genot van sommige prestaties uitgesloten voor personen die in dit soort instellingen wonen. De diensten van inclusieve woningen worden niet getroffen door deze uitsluiting.

De uitgesloten prestaties zijn de volgende:

- onroerende en roerende inrichting zoals bedoeld in punt 6 van deze lijst;
- aanvullende uitrusting zoals bedoeld in punt 7 van deze lijst;
- de uitrustingsgoederen zoals bedoeld in punt 8 van deze lijst;
- het onderhoud en de herstellingen in verband met de voornoemde prestaties.

Wanneer een persoon die gedomicilieerd is in een particuliere woning die in het Brussels Gewest gelegen is in een van de in het eerste lid bedoelde opvangplaatsen woont, moet de aanvraag om tegemoetkoming die met het verblijf in de woning verband houdt, vergezeld gaan van een attest van de opvangplaats met vermelding van de frequentie en de duur van de terugkeer naar huis.

- 1.10. Een vervanging van het in deze lijst opgenomen materiaal kan in een van de volgende situaties worden toegestaan:
 - of wanneer het materiaal in kwestie niet meer voldoet aan de specifieke behoeften van de persoon in kwestie.
In dat geval moet de aanvraag voor tegemoetkoming vergezeld gaan van een gedetailleerd verslag waarin deze ontwikkeling wordt verantwoord;
 - of wanneer de apparatuur niet te repareren is of de reparatiekosten niet in verhouding staan tot die van gelijkwaardig nieuw materiaal.
Deze voorwaarde moet worden verantwoord door een attest van de leverancier dat vóór de aankoop van het nieuwe materiaal wordt opgesteld.

In de volgende situaties mag geen vervanging worden toegestaan:

- tijdens de garantieperiode: twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer in geval van verlenging van de garantie;
- gedurende de genoemde minimumperiode indien vaststaat dat de oorzaak van de onherstelbaarheid te wijten is aan nalatigheid van de gebruiker.

De verlengingsperiode is niet-samendrukbaar voor het materiaal van dagelijks gebruik (mobiele telefoons, computers, tablets).

De verlengingsperiodes die voor bepaalde hulpmiddelen vermeld zijn, worden bepaald in functie van de facturatedatum van de vorige prestatie.

- 1.11. Indien de prestatie moet worden vervangen of hersteld ingevolge schade of diefstal, moet de nieuwe aanvraag tot tegemoetkoming van het proces-verbaal van de politie vergezeld gaan. De tegemoetkoming dekt alleen het deel van de eventuele extra kosten die bovenop de door de verzekering gedekte bedragen worden gemaakt.

Daarom is de persoon verplicht om de nodige verzekeringen af te sluiten en het bewijs hiervan te leveren. Bij gebrek hieraan zal de Service PHARE geen enkele tegemoetkoming verstrekken.

Dit punt is niet van toepassing op punt 4.4 van de lijst (aanpassing van een auto): als het voertuig na een schadegeval of diefstal moet worden gerepareerd of vervangen, kan geen enkele tegemoetkoming worden verleend.

- 1.12. Bepaalde voorwaarden voor tegemoetkoming zijn gebaseerd op de typeringen van de International Classification of Functioning, Disability and Health. Deze werd door de Wereldgezondheidsorganisatie opgesteld om de functioneringsbeperkingen bij het uitvoeren van activiteiten uit het dagelijks leven in te delen.

De typeringen zijn de volgende:

0: Geen enkele moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren).

1: Lichte moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren maar op een traag tempo en/of gestimuleerd en/of onder toezicht).

2: Gemiddelde moeilijkheid (kan de activiteit alleen uitvoeren maar met een ander technisch hulpmiddel dan het gevraagde).

3: Ernstige moeilijkheid (kan de activiteit niet uitvoeren zonder menselijke hulp of zonder gevraagd hulpmiddel).

4: Absolute moeilijkheid (kan de activiteit niet uitvoeren zonder menselijke hulp en zonder gevraagd hulpmiddel).

8: Niet gepreciseerd (het item werd niet geëvalueerd).

9: Zonder voorwerp (niet toepasbaar).

2. Hulpmiddelen bij de communicatie

2.1. Computers – Tablets – Communicatieapparatuur

Communicatietoestellen zijn apparaten waarmee de persoon op verschillende manieren kan communiceren: pictogrammen, symbolen, stemsynthese, enz.....

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een aanzienlijke functionele beperking van de bovenste ledematen (krachtvermindering, spasticiteit, coördinatie- en/of gevoeligheidsstoornissen, gewrichtsaandoeningen, morfologische vervorming, ernstige dyspraxie...), waardoor met de hand schrijven moeilijk wordt;
- ernstige dysartrie, afasie of een andere neurocognitieve functiestoornis die leidt tot een spraakstoornis die geen functionele orale expressie mogelijk maakt die het gebruik van een computer of een aangepast communicatiemiddel essentieel maakt.

Administratieve voorwaarden

De aanvrager is ingeschreven voor een door de Franse Gemeenschap erkende studie en moet jonger zijn dan 25 jaar.

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- inschrijvingsbewijs in een schoolinstelling;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een keuringsbewijs afgegeven door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag).

Bijzondere voorwaarden

De Service PHARE komt niet tussen voor beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is.

De tegemoetkoming dekt in geen geval de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnementen- en/of gesprekskosten).

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informatica-apparatuur voor gebruik in het buitengewoon onderwijs, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken), op basis van een document dat door het schoolhoofd is opgesteld en waarin de capaciteiten worden gepreciseerd waarover de aanvrager beschikt om de gevraagde informatica-apparatuur te gebruiken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend voor de aankoop van gebruikte computers of printers:

- in het kader van bezoldigde beroepsactiviteiten;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- in het kader van een schoolopleiding of een beroepsopleiding gericht op informatica.

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet.

Vervangingstermijn: 5 jaar

Die termijn is niet-samendrukbaar en zonder tenlasteneming van onderhouds- of herstellingskosten.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Computer of tablet	250 euro
Communicatietoestel	10.000 euro

2.2. Specifiek materiaal voor blinden en slechtzienenden

Medische voorwaarden

Op basis van de elementen van het medisch dossier moet de persoon een ernstige verslechtering van het gezichtsvermogen hebben, ondanks een optische correctie van het beste oog, gecertificeerd door een oogarts of door een functionele beoordeling waarin staat dat de persoon een visuele handicap heeft die het onmogelijk maakt om te schrijven of te lezen zonder gebruik te maken van een of meer van de hieronder vermelde prestaties.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerd bestek (behalve afschriften);
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een keuringsbewijs opgesteld door een gespecialiseerde dienst (voor een eerste aanvraag en zonder afschriften).

Vervangingstermijn:

- 5 jaar voor computers en tablets
- 4 jaar voor telefoons met spraaksynthese

2.2.1. Computers - tablets – telefoons met spraaksynthese

Bijzondere voorwaarden

De Service PHARE komt niet tussen voor beschermhoezen, hoezen of transporttassen, externe harde schijven, USB-sticks en ander materiaal dat niet specifiek voor de handicap is.

De tegemoetkoming dekt in geen geval de kosten van aansluiting op een netwerk of de kosten van gebruik (abonnements- en/of gesprekskosten).

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor de aankoop van informatica-apparatuur voor gebruik in het buitengewoon onderwijs, behalve in het geval van thuisgebruik (oefeningen, taken), op basis van een document dat door het schoolhoofd is opgesteld en waarin de capaciteiten worden gepreciseerd waarover de aanvrager beschikt om de gevraagde informatica-apparatuur te gebruiken.

De tegemoetkoming wordt niet toegekend voor de aankoop van gebruikte computers of printers:

- in het kader van bezoldigde beroepsactiviteiten;
- in het kader van vrijwilligerswerk;
- in het kader van een schoolopleiding of een beroepsopleiding gericht op informatica.

De tegemoetkoming voor een computer kan niet gecumuleerd worden met een tegemoetkoming voor een tablet. De **verlengingstermijn is niet-samendrukbaar** voor het materiaal van deze rubriek en zonder tenlasteneming van onderhouds- of herstellingskosten.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Computer of tablet	350 euro
Telefoon met spraaksynthese	350 euro

2.2.2. Videoloepen en loepen

Bijzondere voorwaarden

- de aanvraag van een videoloop met een dubbele camerafunctie moet door een verklaring van de school of de werkplek worden verantwoord.
- de aanvraag voor een elektronische loop met scherm moet verantwoord worden door een attest verbonden aan een professioneel gebruik.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Klassieke videoloop	4.300 euro
Videoloop met dubbele camerafunctie	6.450 euro
Sprekende videoloop	4.500 euro
Elektronische loep met scherm	1.200 euro
Elektronische zakloep	650 euro

2.2.3. Brailleschrijfmachine**Bijzondere voorwaarden**

Het bewijsstuk moet vermelden of de aanvrager braille kent of een opleiding braille volgt.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Mechanische machine (koffer inbegrepen)	900 euro
Elektrische machine (koffer inbegrepen)	1.200 euro

2.2.4. Transcriptie van lessen**Bijzondere voorwaarden**

- de aanvraag moet vergezeld gaan van een inschrijvingsbewijs in een schoolinstelling;
- de transcriptie van lessen in brailleschrift, in grote letters of op diskette, moet worden verwezenlijkt door een door de overheid erkende instelling;
- de Service PHARE moet een kopie van de documenten bekomen die ze zal gesubsidieerd hebben.

Modaliteiten

De globale tegemoetkoming mag het maximumbedrag van 4.000 euro per academiejaar niet overschrijden.

Vergrote fotokopieën, per blad	0,20 euro
Transcriptie van lessen (ook scannen en coderen), in grote letters of op cd-rom, per bladzijde	1,60 euro
Vertaling van lessen in Braille	1,60 euro
Cd-opname	30 euro per opname-uur

2.2.5. Ander specifiek materiaal**Bijzondere voorwaarden**

De aanvragen voor een Brailleleesregel versie met 80 braillecellen, schermafleessoftware versie pro en elektronische blocnotes met schermafleessoftware moeten verantwoord worden via een attest gerelateerd aan een professioneel gebruik of in het kader van hogere studies.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Brailleleesregel versie met 40 of 44 braillecellen	5.900 euro
Brailleleesregel versie met 80 braillecellen	12.100 euro
Elektronisch notitieblok met spraaksynthese	8.000 euro
Elektronische blocnotes met spraaksynthese en schermafleessoftware	11.000 euro
Dictafoon	350 euro
Brailleprinter	3.750 euro
Schermafleessoftware- met - met vocale en braille-output en vergrotingssoftware	2.000 euro
professionele versie	2.800 euro
Spraaksynthese	500 euro
Vergrotingssoftware	660 euro
Programma voor de herkenning van tekens	170 euro

Spraakherkenningssoftware	150 euro
Toestel voor het lezen van boeken	300 euro
Leesmachine (niet cumuleerbaar met een software voor karakterherkenning)	2.500 euro

2.3. Specifiek materiaal voor doven en slechthorenden

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager ernstige moeilijkheden hebben om te horen (d115) die het gebruik van het materiaal verantwoorden en die door een rapport van een dienst voor audiolinguïstiek worden gestaafd.

Voor geluidsversterkingssystemen moet de persoon een gemiddeld gehoorverlies hebben van minstens 60db bij het beste oor, zonder hoortoestellen.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een keuringsbewijs (behalve in geval van onmogelijkheid).

Vervangingstermijn: 5 jaar

2.3.1. Communicatiesystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

FM-systeem	2.300 euro
Hulp bij het horen met of zonder interface	500 euro
Geluidsversterkingssysteem	260 euro
Visiofoniesysteem	150 euro

2.3.2. Wekkers en waarschuwingssystemen

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Trillende, lichtgevende en/of digitale wekker	220 euro
Signaal/ontvanger met visuele en/of trillende signalen	220 euro
Flitslamp (met of zonder stopcontact) - per eenheid	140 euro
Signaal deurbel	90 euro
Knop signaal deurbel	110 euro
Signaal brand	140 euro
Signaal huilende baby	130 euro
Vibrator zakformaat	180 euro

3. Absorberende producten voor incontinentie personen

Medische en administratieve voorwaarden

De persoon moet minstens 4 jaar oud zijn.

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een doktersvoorschrift overhandigen ter bevestiging dat hij overdag en/of 's nachts aan urine- en/of fecale incontinentie lijdt als gevolg van neurologische ruggenmergletsels of van aangeboren of opgelopen letsels aan het urine- of darmstelsel, of dat zijn handicap is te wijten aan een psychomotorische, mentale of psychologische ontwikkelingsstoornis;
- voor een eerste aanvraag moet in het medische verslag worden verduidelijkt of het om een levenslange aandoening gaat, dan wel om een omkeerbare aandoening.

Bijzondere voorwaarde

De interventie heeft geen betrekking op zalven, poeders, doekjes en dekens.

Geldigheidsduur

De geldigheidsduur van de beslissing betreffende de absorberende producten voor incontinentie wordt door de dienst PHARE vastgelegd. **Om een verlenging van de tegemoetkoming aan te vragen, moet de persoon een nieuw verzoek indienen.**

Modaliteiten

- **Nachtincontinentie:** het bedrag van de in de beslissing opgenomen tegemoetkoming wordt in één keer toegekend zonder bewijs van uitgaven (forfaitair bedrag).
Om deze tegemoetkoming te verkrijgen hoeft de betrokkene alleen het door de PHARE-dienst opgestelde en naar behoren ondertekende formulier in te dienen.
- Nacht- en dagincontinentie: het bedrag van de in de beslissing opgenomen tegemoetkoming wordt toegekend in 3 schijven:
 - de eerste schijf van 100 euro (kind van 4 tot 8 jaar) of van 200 euro (vanaf het 9de jaar) wordt zonder uitgavenbewijs toegekend (forfaitair bedrag).
Om deze tegemoetkoming te verkrijgen hoeft de betrokkene alleen het door de PHARE-dienst opgestelde en naar behoren ondertekende formulier in te dienen;
 - om de **tweede schijf** van 200 euro (kind van 4 tot 8 jaar) of 300 euro (vanaf het 9e jaar) te activeren, moet de persoon de PHARE-dienst de uitgavenbewijzen in verband met de uitputting van de eerste schijf toesturen;
 - om de **derde en laatste schijf** van 300 euro (kind van 4 tot 8 jaar) of 400 euro (vanaf het 9e jaar) te activeren - dat het saldo van het toegekende jaarlijkse globale bedrag is, moet de persoon de PHARE-dienst de uitgavenbewijzen in verband met de uitputting van de tweede schijf toesturen.

Elk van deze drie schijven moet in de loop van het betrokken begrotingsjaar en uiterlijk vóór 31 januari van het volgende jaar worden aangevraagd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Per kalenderjaar	Overdag en 's nachts	Nacht
Kind vanaf 4 jaar tot 8 jaar geworden in het kalenderjaar	600 euro	100 euro
Volwassene en kind vanaf het 9de kalenderjaar	900 euro	200 euro

De hierboven vermelde bedragen zijn inclusief BTW.

4. Mobiliteitshulpmiddelen

4.1. Rolstoel, aanpassingen en anti-decubituskussens

De rolstoel (inclusief aanpassingen en anti-decubituskussens) is een prestatie die is opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV. De terugbetaling ervan door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging kan volledig zijn of aanleiding geven tot bijkomende kosten.

Gezien de residuaire rol van de PHARE-dienst kan alleen in de volgende gevallen een tegemoetkoming worden verleend:

- hetzij in geval van cumulatie of vervroegde vervanging;
- of uitsluitend voor niet-genomenclatureerde aanpassingen die een onontbeerlijk karakter hebben.

Medische en administratieve voorwaarden

De aanvraag moet vergezeld gaan van een kopie van het éénloketedossier met de volgende informatie:

- het bewijs van de weigering van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging;
- een functioneel medisch verslag om de prestatie en het doorlopend gebruik ervan te motiveren;
- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk in verband met het gebruik van een tweede rolstoel in geval van cumulatie.

Bijzondere voorwaarden

Cumulatiemogelijkheid: de dienst PHARE komt tegemoet in de kosten van een bijkomende rolstoel en anti-decubituskussens naast deze waarover de gehandicapte persoon al beschikt wanneer, tijdens de vervangingsperiode van de door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging toegekende prestatie, een tweede rolstoel wordt voorgeschreven en vanwege een welbepaald gebruik verantwoord is.

De aanpassingen voor rolstoelen die kunnen worden toegestaan, zijn die welke niet zijn opgenomen in de nomenclatuur van het RIZIV.

Vervangingstermijn:

De vervangingstermijnen van de dienst PHARE zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast.

Verlenging

De voorwaarden voor de vervanging van de rolstoel en van het anti-decubituskussens vóór het einde van de vervangingstermijn zijn dezelfde als die welke door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden toegepast, met dien verstande dat de aanvrager hierbij moet verstrekken:

- ofwel een gemotiveerd voorschrift van een geneesheer-specialist waarin wordt bevestigd dat de evolutie van de handicap de aanleiding voor de aanvraag is;
- ofwel een attest van een door het RIZIV erkende hulpverlener waarin wordt bevestigd dat de rolstoel of het anti-decubituskussens niet kan worden hersteld en dat de slijtage niet is toe te schrijven aan hardhandig of ongepast gebruik.

De rolstoel of het anti-decubituskussens moet op de lijst staan van het materiaal dat in aanmerking komt om door de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging te worden terugbetaald.

Bovendien kan de weigering van tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging de aanvrager niet ten laste worden gelegd.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

de waarde van de rolstoel of van het anti-decubituskussens, bepaald door de nomenclatuur van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en volgens de daarbij horende bedragen voor terugbetaling.

4.2. Motorisering van een rolstoel

Medische en administratieve voorwaarden

De persoon moet beperkingen hebben in de functie van de bovenste ledematen.

De aanvraag moet van de volgende documenten vergezeld gaan:

- een kopie van bijlage 13 bis "leveringsattest van de rolstoel" dat door het ziekenfonds of de bandagist afgeleverd wordt;
- twee vergelijkende prijsopgaven;
- een functioneel medisch verslag om de prestatie en gebruik ervan te motiveren;
- een met redenen omkleed rapport van een ergotherapeut waarin het nut van de gevraagde apparatuur op basis van de handicap wordt gemotiveerd;
- een verslag aan de hand van het door de dienst PHARE opgestelde formulier waarmee de geschiktheid van de apparatuur wordt aangetoond op basis van een test op maat die buiten uitgevoerd is.

Vervangingstermijn en -voorwaarden

Aangezien de persoon voor een dergelijk systeem kiest in plaats van voor een ander elektrisch mobiliteitshulpmiddel, kan de dienst PHARE pas na een periode van 5 jaar, bepaald op basis van de factuurdatum van het motoriseringssysteem, een nieuwe mobiliteitshulp toekennen.

Bij de aankoop van een nieuwe handmatige rolstoel, zal de persoon erover moeten waken dat het motoriseringssysteem dat voorheen terugbetaald is er compatibel mee is. Het feit dat het systeem niet compatibel is met de nieuwe rolstoel zal in geen geval de aanleiding voor een aanvraag tot vervanging kunnen vormen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Motorisering van een rolstoel	3.000 euro
-------------------------------	------------

4.3. Aangepaste kinderwagen

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de persoon ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om te stappen (d450: te voet vooruitgaan) en minstens 4 jaar oud zijn.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Kinderwagen	360 euro
-------------	----------

4.4. Aanpassing van een voertuig

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet blijken dat de persoon een handicap vertoont die de aanpassing verantwoordt.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een verslag van het Belgische Centrum voor Aanpassing aan het Rijden der gehandicapte Automobilisten (C.A.R.A.), behalve voor de aanpassingen die de toegang tot het voertuig mogelijk maken bedoeld in punt 4.4.3. ;
- indien de aanvrager het voertuig bestuurt, een kopie van zijn aangepaste rijbewijs met de voorwaarden en/of beperkingen en de aanpassingen. De kandidaat voor het rijbewijs moet een rijgeschiktheidsattest afleveren.

Bijzondere voorwaarden

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor een bestaande aanpassing aan een tweedehands gekocht voertuig.

Er wordt geen tegemoetkoming verleend voor de halfautomatische versnellingsbak, de standaardafstandsbediening, de centrale vergrendeling van deuren, de elektrische bediening van ruiten en achteruitkijkspiegels en de klimaatregeling van het voertuig.

Indien de aanvrager passagier is, kan de aanvraag slechts betrekking hebben op inrichtingen voor toegang tot het voertuig.

Vervangingstermijn:

- 7 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd op een voertuig dat minder dan 6 jaar oud is;
- 3 jaar voor aanpassingen die worden uitgevoerd op een voertuig dat 6 jaar en ouder is;

In geval van verandering van voertuig vóór het verstrijken van de aangegeven termijn kan een tegemoetkoming voor de vernieuwing van de aanpassing worden toegestaan op voorwaarde dat:

- de Dienst PHARE **voorafgaandelijk** aan de verandering van voertuig zijn akkoord gegeven heeft;
- en dat deze wijziging wordt verantwoord door intensief professioneel gebruik (in geen geval wordt de tegemoetkoming verleend indien de auto niet ten minste 200.000 km heeft afgelegd) of door een verslechtering van de handicap, zoals blijkt uit een medisch verslag.

Indien het voertuig hersteld of vervangen moet worden ingevolge schade of diefstal, zal de aanpassing geen tweede keer ten laste genomen worden. De persoon moet dus de nodige maatregelen op het gebied van verzekeringen treffen.

Onderhoud en herstel

- er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud van de onder punten 4.4.1. vermelde voertuigen.
- 4.42 en 4.43;
- alleen de kosten van de gerichte reparaties (uitgezonderd automatische transmissie) kunnen worden overwogen in de voorwaarden voorzien onder punt 10 van deze bijlage.

Modaliteiten

Vanaf een leeftijd van 4 jaar van het voertuig wordt het bedrag van de tegemoetkoming verminderd met 20 % per jaar.

De maximale vermindering bedraagt 60 %.

Deze vermindering wordt niet toegepast op aanpassingen die met materiaal uitgevoerd worden dat afneembaar en gebruikt kan worden van een ander voertuig.

Om de leeftijd van de wagen te bepalen, wordt rekening gehouden met de datum van de eerste inverkeerstelling.

De dienst PHARE kan een aanpassing weigeren die onvoldoende functioneel blijkt te zijn voor dagelijks gebruik op basis van:

- bepaalde technische kenmerken van het voertuig, zoals voertuigen met een centrale motor;
- de leeftijd en/of de graad van slijtage van het voertuig, zoals de vorige;
- nieuwe verkeersnormen. Geen aanpassing voor een voertuig dat de LEZ-normen niet naleeft.

Om de tegemoetkoming te verkrijgen, moet de persoon een kopie van het erkenningsattest van het omgevormde voertuig, opgemaakt overeenkomstig de reglementaire bepalingen ter zake, voorleggen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Voor de aanpassingen van de wagen mag het totale bedrag van de tegemoetkoming niet hoger dan 30.000 euro zijn (met inbegrip van het maximale bedrag van tegemoetkoming dat in punt 4.4.3 "Aanpassingen waardoor de persoon toegang tot een voertuig krijgt" bepaald is).

4.4.1. Aanpassingen betreffende het besturen

Gas en remmen onder het stuur (mechanisch systeem)	1.250 euro
Gas en remmen onder het stuur (pneumatisch systeem)	2.150 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (mechanisch systeem)	1.800 euro
Gasbediening en remmen op het stuur (elektronisch systeem)	2.700 euro
Automatische transmissie	900 euro
Verplaatsing gaspedaal	280 euro
Inklapbaar of demonteerbaar gaspedaal en/of rempedaal	260 euro
Verplaatsing elektrische bediening	1.850 euro
Knop op stuur geschroefd	50 euro
Afscherming pedaal	200 euro

4.4.2. Aanpassingen voor secundaire functies

Elektrische afstelling van bestuurderszitplaats	800 euro
Ergonomische bestuurderszitplaats	1.500 euro
Veiligheidsgordel van het harnastype	230 euro

4.4.3. Verschillende aanpassingen waardoor de persoon toegang tot een voertuig krijgt

Het totaalbedrag van de tegemoetkoming voor de verschillende aanpassingen die de persoon toegang tot het voertuig geven, mag niet hoger dan 9 000 euro zijn.

Toegang tot het voertuig

Draaistoel	1.000 euro
Uitschuifbare draaistoel	1.250 euro
Aangepast kinderzitje (met inbegrip van abductiebouten, hoofdsteun, gordel,...)	1.600 euro
Personenlift voor wagen (niet geschikt voor rolstoel)	2.900 euro

Toegang tot het voertuig met rolstoel

Achter- of zijliftplatform	5.800 euro
Al dan niet uitschuifbare hellende vlakken, bevestigd aan het voertuig	770 euro
Rails en bevestigingskit	970 euro

Aanpassing van de structuur van het voertuig voor een vlottere toegankelijkheid

Verlaging van de achternvloer	7.450 euro
Verhoging van het dak	700 euro
Vlakmaken van de vloer	700 euro

Hulpmiddelen om een rolstoel in de wagen te laden

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor handbewogen, plooibare rolstoel	1.850 euro
---	------------

Laden in kofferbak via manoeuvreerbare arm voor elektrische rolstoel	3.000 euro
Laden in cabine via manoeuvreerbare arm + aanpassing portier	5.600 euro

4.5. Specifieke rijlessen of specifieke lessen ter beoordeling van de rijgeschiktheid

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een handicap vertonen die bijkomende rijlessen voor een motorvoertuig verantwoordt;
- ofwel een handicap vertonen die de aanpassing van het voertuig verantwoordt en waarbij specifieke rijlessen voor het besturen van dit voertuig nodig zijn.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een met redenen omkleed attest dat door een gespecialiseerde arts opgemaakt is;
- een rapport van het Belgische Centrum voor Rijgeschiktheid en voertuig Aanpassing (CARA) ;
- een attest van een erkende rijsschool waarin het benodigde aantal bijkomende lessen is vermeld.

Bijzondere voorwaarde

De lessen moeten bedoeld zijn om:

- ofwel de rijgeschiktheid vast te stellen;
- ofwel specifiek te leren rijden met een aangepast voertuig (aanvullend op dat van een persoon zonder handicap).

Modaliteiten

Het maximum aantal uur wordt vastgelegd op:

- 15 uur voor de vaststelling van de rijgeschiktheid;
- 15 uur voor het specifiek leren rijden met een aangepast voertuig.

De aanvraag kan niet worden vernieuwd.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Tegemoetkoming per uur	40 euro
------------------------	---------

4.6. Geleidehond

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet de aanvrager, na optische correctie aan elk oog, ofwel een gezichtsscherpte gelijk aan of minder dan 1/10 vertonen, ofwel een gezichtsveld kleiner dan 20°.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een rapport van een instelling die de integratie van blinde personen tot doel heeft en die door de overheid is erkend, waarin wordt verzekerd dat de hond goed is afgericht en dat de aanvrager over de juiste vaardigheden beschikt.

Modaliteiten

De forfaitaire tussenkomst dekt niet enkel de aankoop en de africhting van de hond, maar ook de opleiding van de begunstigde.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Geleidehond	7.000 euro
-------------	------------

4.7. Aanleren van oriëntatie- en mobiliteitstechnieken

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een vastgestelde visuele beperking van ten minste 60 %;
- of een medisch voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een attest dat staat dat de opleiding wordt gegeven door een instelling die erkend werd in het kader van de wetgeving betreffende de integratie van gehandicapte personen en dat ze zich richt tot personen met een visuele beperking.

Bijzondere voorwaarden

Het lesprogramma mag niet meer dan 100 lessen bevatten voor cursussen voor volwassenen en niet meer dan 200 uur voor minderjarigen.

Na afloop van het programma moet de instelling een evaluatieverslag van de opleiding aan de dienst PHARE overmaken.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Per opleidingsuur:	32 euro
--------------------	---------

5. Pedagogische begeleiding

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een visuele beperking;
- ofwel een auditieve beperking;
- ofwel een beschadiging van het centrale zenuwstelsel;
- ofwel autistisch zijn;
- ofwel een lichte verstandelijke beperking;
- ofwel een andere beperking met lage prevalentie vertonen waarvoor, op basis van een gedetailleerd multidisciplinair verslag, is vastgesteld dat pedagogische begeleiding onontbeerlijk is.

De dienst PHARE mag een psychopedagogisch onderzoek vragen dat de noodzaak aan begeleiding staft.

Algemene voorwaarden

De aanvrager volgt:

- ofwel hogere, al dan niet universitaire studies, erkend door de Franse Gemeenschap. Hij mag ook een voorbereidend jaar op het hoger onderwijs volgen dat door een door de Franse Gemeenschap erkende instelling georganiseerd wordt;
- ofwel een beroepsopleiding die door de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest of het Brussels Gewest georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt.

De pedagogische begeleiding wordt door een van de volgende diensten verzorgd:

- een Service d'Accueil et d'Accompagnement dat binnen de schoolinstelling ingevoerd is of tussen verschillende instellingen gedeeld wordt;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Accompagnement die in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Centre de Réadaptation Ambulatoire dat in een geïndividualiseerd begeleidingsplan kan optreden;
- Een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende Service d'Appui à la Formation Professionnelle.

De opdrachten en de doelgroep van de Service of van het Centre moeten op de individuele begeleidingsvragen afgestemd zijn.

Aanvraag

De aanvraag moet van de volgende zaken vergezeld gaan:

- een uitgebreid pluridisciplinair verslag van de dienst dat de pedagogische begeleiding voor de aanvrager garandeert. Dit verslag verantwoordt de noodzaak van de pedagogische begeleiding, licht het traject en het project van de aanvrager toe, toont aan dat het project realistisch, samenhangend en verenigbaar met de capaciteiten van de aanvrager is;
- de jaarlijkse pedagogische begeleidingsovereenkomst tussen de dienst en de aanvrager die door de twee partijen ondertekend is. Ze verduidelijkt de aard van de verwachte tegemoetkomingen;
- het inschrijvingsbewijs in het betrokken studiejaar;
- het volledige programma van het betrokken studiejaar.

Voor elk studiejaar of opleidingsjaar wordt er een aanvraag ingediend.

In het geval van een aanvraag voor de verlenging van tegemoetkoming, baseert het hierboven vermelde pluridisciplinaire verslag zich op de evaluatie van de pedagogische begeleiding die op het eind van het voorgaande studiejaar of opleidingscyclus georganiseerd wordt.

Inhoud van de tegemoetkoming

De tegemoetkoming betreft:

- de specifieke pedagogische hulp aan de student of stagiair buiten de lessen, behalve in welbepaalde pedagogische omstandigheden middels voorafgaand akkoord van de dienst PHARE. Het gaat om mondelinge uitleg, herhaling en informatie en pedagogisch toezicht dat door begeleiders (studenten, vrijwilligers, ...) uitgevoerd wordt die in functie van hun competenties geselecteerd worden;
- de prestaties - met inbegrip van de lessen - van tolken in Franse gebarentaal of verschillende vormen van transliteratie uitgevoerd door de dienstverrichters die erkend zijn door een Service d'Appui à la Communication et à l'interprétation pour les Personnes Sourdes, erkend door de Franse Gemeenschapscommissie;
- de coördinatie tussen de verschillende optredende begeleiders en dienstverrichters, hun selectie en omkadering (voor zover deze opdrachten niet duidelijk voorzien zijn in de algemene opdrachten van de dienst die de begeleiding uitvoert) ten belope van maximum 10% van het aantal toegekende begeleidingsuren.

Per academie- of opleidingsjaar bedraagt de tegemoetkoming:

- maximum 400 uur;
- voor de personen met een auditieve beperking kan er een aanvullende tegemoetkoming van maximum 400 uur voor de prestaties van tolken of transliteratie toegekend worden.

In het geval van stopzetting of onderbreking van de studies of van de opleiding, moet de aanvrager de Dienst PHARE hiervan op de hoogte brengen.

Wanneer de duur van de lessen of de opleiding geen volledig jaar of geen volledig voltijds uurrooster beslaat, wordt het maximaantal in aanmerking genomen pedagogische begeleidingsuren verhoudingsgewijs verminderd.

Het aantal uur van tolkprestaties of transliteratie wordt niet verminderd. Het aantal uur van tolkprestaties of transliteratie mag evenwel niet hoger dan het aantal gevolgde lessen zijn.

Modaliteiten van tegemoetkoming

De dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, bezorgt aan de dienst PHARE de volgende documenten:

- het bewijs van de beheersing van kennis van de begeleider in de betrokken aangelegenheden;
- de maandelijks of driemaandelijks staten van prestaties op het door de Dienst PHARE opgemaakte model ondertekend door de aanvrager, de begeleider of de dienstverrichter en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt;
- een verklaring op erewoord van de begeleider met de verduidelijking dat hij voor de gepresteerde begeleidingsuren niet elders bezoldigd wordt;
- een attest van de directie van de dienst waarin vermeld wordt dat de prestaties van begeleiding niet door een andere overheid ten laste genomen worden;
- een evaluatieverslag opgesteld en ondertekend door de aanvrager en de directie van de dienst die de pedagogische begeleiding verzorgt, op het einde van ieder studiejaar of opleidingscyclus.

De dienst PHARE kan aan de dienst, de aanvrager en aan de betrokken begeleiders en dienstverrichters ieder aanvullend document of bewijsstuk in verband met de aangegeven prestaties vragen.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Per uur specifieke pedagogische hulp	32 euro
Per uur tolkprestaties in Belgische Franstalige gebarentaal of transliteratie:	
- De eerste 400 uren	40 euro
- de volgende uren	32 euro

6. Inrichting roerend en onroerend goed

6.1. Bouw of verbouwing van woning

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een bewegingshandicap vertonen waarvan de ernst het verzoek verantwoordt;
- ofwel een neurologische stoornis vertonen waarvan de ernst de gevraagde inrichting verantwoordt;
- ofwel een hart-longaandoening vertonen waarvan de ernst het verzoek verantwoordt.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- minimum twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- indien de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom;
- indien de persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur:
 - de akte van geregistreerde huurovereenkomst;
 - indien de eigenaar bloed- of aanverwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
- bovendien moet de eigenaar zich schriftelijk akkoord verklaren met de geplande aanpassingen.

Bijzondere voorwaarden

De werkzaamheden mogen niet van start gaan voordat de dienst PHARE zijn toestemming heeft gegeven. Er zal geen enkele factuur zonder voorafgaande beslissing in aanmerking worden genomen.

De werkzaamheden moeten in de woning van de aanvrager worden verricht.

De voorschriften inzake stedenbouw evenals de door het Brussels Gewest voorgeschreven technische normen op het gebied van toegankelijkheid van woningen voor gehandicapte personen moeten worden nageleefd.

De dienst PHARE kan een bewijs vragen.

Geen enkele tegemoetkoming wordt verleend:

- voor de bouw van een terras;
- indien de werken bedoeld zijn voor een collectieve woning.

In geval van aanpassing van een nieuwe woning, zal de Dienst PHARE enkel voor het verschil tussen het basismateriaal zoals dat in de catalogus van de ondernemer vermeld is en de kostprijs van de aangepaste installatie tussenkomen.

Verlenging

De maximale tegemoetkoming wordt slechts een keer toegekend.

Indien de aanvrager echter de ouderlijke woning, waar reeds aanpassingswerken via tegemoetkoming van de Dienst PHARE werden uitgevoerd, verlaat, om zelfstandig te gaan leven, dan kan een nieuwe tegemoetkoming gevraagd worden.

Onderhoud en herstel

Er wordt geen enkele tegemoetkoming toegekend voor het onderhoud en het herstel van bouw- of verbouwingswerken van de woning.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan worden opgesplitst, maar kan in totaal niet meer bedragen dan het maximumbedrag van 12.000 euro.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Bouw of verbouwing	12.000 euro
Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een badkuip door een inloofdouche	4.000 euro
Werkzaamheden verbonden aan de vervanging van een verhoogde douche door een inloofdouche	3.000 euro
Aanpassing of bouw van een wc	2.000 euro
Aanpassing of bouw van een wastafel	2.000 euro
Creatie, aanpassing of herinrichting van kamers	4.000 euro
Vergroting van een deuropening met plaatsing van een schuifdeur	1.300 euro per deur

6.2. Toestellen om niveauverschillen te overbruggen

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- minimum twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een rapport waarin de keuze en de plaatsing van het toestel in het licht van de configuratie van de woning van de aanvrager wordt verantwoord;
- indien de persoon of diens wettelijke vertegenwoordiger eigenaar van de woning is, een bewijs van eigendom afleveren;
- indien de persoon huurder is, bepaalde garanties van de eigenaar met betrekking tot de duurzaamheid van de huur bekomen:
 - de akte van geregistreerde huurovereenkomst;
 - indien de eigenaar bloed- of aanverwant in de eerste of de tweede graad is, volstaat een schriftelijke verbintenis;
- een schriftelijk akkoord van de eigenaar voor de uit te voeren aanpassingen;

- een verklaring van een erkende controle-instantie waarin de naleving van de geldende veiligheids- en conformiteitsnormen wordt bevestigd. Daartoe moet het toestel:
- voorzien zijn van een CE-markering;
- vergezeld gaan van een EG-verklaring van overeenstemming, opgesteld door de fabrikant.

6.2.1. Liften of hefplateaus

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Systemen met X-vormig onderstel om kleine hoogteverschillen te overbruggen	3.600 euro
Systemen om hoogteverschillen tot 3 m te overbruggen	12.350 euro
Lift of systemen om hoogteverschillen van meer dan 3 m te overbruggen	17.800 euro
Inrichtingswerken verbonden aan de plaatsing van het hefplateau of de lift	1.750 euro

6.2.2. Trapliften

De dienst PHARE behoudt zich het recht voor om een proefattest te vragen.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Trapliften met stoel voor een verdieping (recht of met een of twee bochten)	7.650 euro
Trapliften met stoel voor meer dan een verdieping	11.200 euro
Trapliften met platform voor rolstoel	13.650 euro

6.2.3. Vervoerbare trapliften voor rolstoelen

Het toestel moet voornamelijk dienen om in de woning van de aanvrager te worden gebruikt.

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Vervoerbare traplift voor rolstoel	5.250 euro
------------------------------------	------------

6.2.4. Verplaatsbare hellende vlakken

Een proefattest moet afgeleverd worden.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Verplaatsbare hellende vlakken	880 euro
--------------------------------	----------

6.3. Toestellen voor het openen en sluiten van deuren

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige bewegingshandicap;
- ofwel een ernstige neurologische stoornis;
- ofwel een ernstige hart-longaandoening.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- minimum twee gedetailleerde prijsopgaven;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

6.3.1. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort**Algemene voorwaarden**

De persoon moet bestuurder van een voertuig zijn.

Zo niet, dan moet de garage voor hem de enige toegangsweg tot de woning zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de garagepoort	710 euro
---	----------

6.3.2. Afstandsbediening voor het openen en sluiten van de voordeur**Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot**

Openen van de deur met parlofoon	710 euro
Motorisering met elektronische bediening en vergrendeling	2.050 euro

7. Aanvullende uitrusting**Algemene voorwaarden**

Het moet gaan om materialen, apparaten of aanpassingen van meubels, met uitzondering van werken aan onroerende goederen.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een handicap vertoont waarvan de aard en de ernst de uitrusting verantwoorden.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Modaliteiten

De tegemoetkoming kan worden opgesplitst, maar kan in totaal nooit meer bedragen dan het maximumbedrag bepaald per aanvrager.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Totaalbedrag van tegemoetkomingen voor verschillende uitrustingen	2.000 euro
---	------------

8. Uitrustingsgoederen

8.1. Elektrisch in de hoogte verstelbare bedden en veringen - Park-box

De tegemoetkoming voor de Park-box kan niet gecumuleerd worden met een elektrisch in de hoogte regelbaar bed.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Medische voorwaarden

Op basis van elementen uit het medische dossier moet de betrokkene ernstige of absolute moeilijkheden vertonen om zich neer te leggen (d4100: vanuit om het even welke positie naar de neerliggende positie gaan en omgekeerd). Deze moeilijkheden zijn te wijten aan ofwel een neurologische deficiëntie ofwel het gebruik van een rolstoel.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Elektrisch regelbaar bed (leuning en optrekbeugel inbegrepen)	900 euro
Park-box	2.600 euro

8.2. Matrassen tegen doorligwonden

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Vervangingstermijn: 5 jaar

8.2.1. Matrassen (voor de preventie van doorligwonden)

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een risico op doorligwonden vertoont.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Matras type 1 (preventie van doorligwonden)	320 euro
---	----------

8.2.2. Matrassen (hoog risico op doorligwonden en/of doorligwonden in het verleden)

Medische voorwaarden

Op basis van gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een hoog risico op doorligwonden vertoont.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Matras type 2 (hoog risico op doorligwonden)	1.300 euro
--	------------

8.3. Personenlift

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een proefattest.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

8.3.1. Statische personenlift (papegaaitype)

Personenlift op voet	200 euro
----------------------	----------

8.3.2. Elektrische personenlift

Materiaal op wieltjes	2.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in een vertrek	4.800 euro
Materiaal opgehangen aan rails in meerdere vertrekken	6.350 euro

8.3.3. Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen

Badlift, werkend door druk van water of lucht of op batterijen (rotatieschijf inbegrepen)	1.050 euro
Badlift van het hangmattype met hoofdsteun en riemen	1.450 euro

8.4. Stoelen

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een proefattest (voor een eerste aanvraag)

8.4.1. Toiletstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Toiletstoel zonder wieltjes	150 euro
Toiletstoel met wieltjes	250 euro

8.4.2. Douchestoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige bewegingshandicap vertoont waardoor het moeilijk of onmogelijk is om zonder steun rechtop te blijven staan.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Douchestoel aan de wand	280 euro
Douchestoel met 4 wieltjes, verwijderbare armsteunen, al dan niet met opening in de zitting	440 euro
Douchestoel met speciale zitting (riemen en hoofdsteen inbegrepen)	750 euro
Polyvalente orthopedische toiletbril	450 euro

8.4.3. Badstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige moeilijkheden vertoont om te kunnen blijven zitten.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Badstoel	200 euro
Badstoel met relaxzitje, riemen en hoofdsteen	1.250 euro

8.4.4. Brancard voor douche of bad

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager een ernstige handicap vertoont die het gebruik van de douche of het bad bemoeilijkt of onmogelijk maakt zonder het gevraagde hulpmiddel.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Brancard zonder hoogteregeling	1.400 euro
Brancard met hoogteregeling	2.400 euro

8.4.5. Ergonomische werkstoel

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Model met gasvijzel	1.050 euro
Elektrisch en verstelbaar model	2.200 euro

8.4.6. Motorisering van de relaxfauteuil

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een ernstige neurologische stoornis vertonen die hem belet zich alleen op te richten of op te staan;
- ofwel een rolstoelgebruiker zijn.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs beperkt tot

Motorisering van de relaxfauteuil	maximum 50 % van de waarde van de fauteuil met een maximum van 400 euro
-----------------------------------	---

9. Kleine uitrustingen

Bijzondere voorwaarden

De tegemoetkoming van de Dienst PHARE heeft betrekking op klein materiaal dat aan de handicap aangepast is en onontbeerlijk is om een doorgedreven zelfredzaamheid in het dagelijkse leven van de persoon te verschaffen.

De dienst PHARE komt niet tussen voor materiaal van courant gebruik, noch voor aangepast materiaal dat geen enkele meerkost met zich brengt in vergelijking met hetzelfde niet-aangepast materiaal.

Medische voorwaarden

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet blijken dat de aanvrager ernstige functionele beperkingen vertoont die uit zijn handicap voortvloeien en die hem beletten bepaalde activiteiten uit te voeren zonder het gevraagde technische hulpmiddel.

Specifieke medische voorwaarden voor de aanvraag van een blindenstok:

Op basis van de gegevens van het medische dossier moet de aanvrager aantonen:

- ofwel een vastgestelde visuele beperking van ten minste 60 %;
- of een medisch voorschrift van een in revalidatie erkende oogarts voorleggen.

Administratieve voorwaarden

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt gepreciseerd.

Specifieke administratieve voorwaarden voor de aanvraag van een blindenstok:

Bij elke aanvraag moeten de volgende documenten worden gevoegd:

- een gedetailleerde prijsopgave;
- een bewijsstuk waarin het gebruik van de gevraagde prestatie wordt verduidelijkt;
- een bewijsstuk waaruit blijkt dat de aanvrager de verplaatsingstechnieken beheerst of bereid is daartoe lessen te volgen.

Modaliteiten

Tegemoetkoming in de eenheidsprijs of in de toeslag ten opzichte van het basisproduct dat door een valide persoon kan worden gebruikt.

De tegemoetkoming in de kosten is beperkt tot

Eenheidsprijs of toeslag ten opzichte van basisproduct moet lager zijn dan	150 euro
Per aanvrager mag het totaalbedrag van tegemoetkomingen voor kleine uitrustingen per periode van minimum 5 jaar te rekenen vanaf de datum van de eerste betaalde factuur niet meer bedragen dan	1.000 euro

10. Onderhoud en herstel van bepaalde hulpmiddelen

Algemene voorwaarden

Een tegemoetkoming voor het onderhoud of de herstelling kan verleend worden voor een prestatie die deel uitmaakt van bekostiging door de dienst PHARE of die daartoe in aanmerking had kunnen komen.

Geen enkele tegemoetkoming kan verleend worden voor de volgende zaken:

- telefoons, computers of tablets;
- automatische transmissie in de wagen;
- bouw of verbouwing van de woning.

Modaliteiten

Om de tegemoetkoming te bekomen, moet de aanvrager een door de medewerker van de firma gedateerd en ondertekend document afleveren waarin vermeld wordt dat hij effectief het onderhoud en de herstellingen uitgevoerd heeft en dat ook door de aanvrager of diens wettelijke vertegenwoordiger ondertekend is.

10.1. Onderhoud

Bijzondere voorwaarden

Het onderhoud heeft uitsluitend betrekking op:

- de liften en hefplateaus;
- de trapliften;
- de personenliften op rails;
- de rolstoelen.

Wat de rolstoelen betreft, komt de dienst PHARE enkel tussen voor één enkele rolstoel per keer, behalve in het geval van cumulatie die door de Dienst PHARE erkend wordt.

Jaarlijkse tegemoetkoming in de onderhoudskosten beperkt tot

Onderhoud	10 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop
-----------	--

10.2. Herstelling

Bijzondere voorwaarde

De Dienst PHARE komt niet tussen voor een herstelling van materiaal tijdens de garantieperiode: twee jaar vanaf de datum van aankoop of meer in geval van verlenging van de garantie.

Modaliteiten: tegemoetkoming in de kostprijs van de herstelling beperkt tot

Herstelling	40 % van de waarde van de tegemoetkoming bij aankoop, berekend over de totale gebruiksduur van het hulpmiddel
-------------	---

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2018/1322 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen.

Voor het college :

Het Collegelid bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen met een Handicap,
C. FREMAULT